

**BANQUE CENTRALE DU CONGO**  
**Direction des Analyses Economiques**

**Note de conjoncture économique**  
**au 19 avril 2024**

**Avril 2024**

*Au cours de la semaine du 12 au 19 avril, les perspectives de l'économie mondiale du FMI font état d'une croissance économique légèrement plus élevée que prévu avec une inflation relativement plus faible. Au niveau national, les pressions tendent à s'estomper sur les principaux marchés.*

*En effet, le contexte économique mondial reste caractérisé par une fermeté globale. La croissance maintient sa stabilité bien qu'elle demeure inégale d'un pays à l'autre. En outre, les politiques monétaires resserrées et appliquées de façon coordonnée au niveau international ont contribué à une désinflation rapide. Cependant, les tensions géopolitiques et la persistante de la hausse des prix des services représentent des risques potentiels de résurgence de l'inflation.*

*Au plan interne, la dépréciation de la monnaie nationale sur le marché indicatif contraste avec l'appréciation observée au parallèle sur le marché de change pendant que sur le marché des biens et services, il a été noté une légère décélération du niveau général des prix.*

## **I. ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT EXTÉRIEUR**

Au plan extérieur, la résilience de l'économie mondiale demeure remarquable, en dépit de prévisions alarmistes. La croissance économique maintient sa stabilité malgré les nombreux obstacles rencontrés. En effet, la pandémie a engendré des perturbations au niveau des chaînes d'approvisionnement, tandis qu'une crise énergétique et alimentaire est survenue à la suite de la guerre Russo-Ukrainienne. L'inflation, qui avait rapidement augmenté, retombe presque aussi vite qu'elle s'était envolée. Face à cette situation, les politiques monétaires sont resserrées de manière synchronisée à l'échelle mondiale pour faire face à l'inflation croissante.

Le dernier rapport des Perspectives de l'économie mondiale indique que la croissance restera stable autour de 3,2 % pour 2024 et 2025, tandis que le taux d'inflation global devrait baisser, passant de 5,9 % à fin 2024 à 4,5 % à fin de 2025. Les principaux indicateurs suggèrent un atterrissage en douceur pour l'économie mondiale.

Cette fermeté de la croissance économique et la rapide désinflation résident dans l'évolution positive de l'offre, notamment la dissipation des chocs sur les prix de l'énergie et la forte reprise de l'offre de main-d'œuvre soutenue par l'importante immigration dans de nombreux pays développés.

Par ailleurs, malgré ces évolutions encourageantes, de nombreux obstacles demeurent. Il s'agit notamment de la persistance des risques liés au retour de l'inflation suite aux tensions géopolitiques, induisant la hausse des prix du pétrole depuis peu et maintenant l'inflation des services obstinément élevée. L'imposition de restrictions supplémentaires sur les exportations chinoises pourrait également pousser l'inflation des biens à la hausse.

En outre, il convient de souligner que nonobstant la résilience affichée par l'économie mondiale, de profondes disparités persistent entre les pays.

Aux États-Unis, les résultats économiques favorables sont dus à une croissance de la productivité et de l'emploi, ainsi qu'à une forte demande dans une économie en surchauffe.

Dans la Zone Euro, la croissance est en augmentation mais reste à des niveaux très bas en raison des effets persistants des chocs antérieurs et d'une politique monétaire restrictive.

L'économie chinoise est affectée par le fléchissement du secteur immobilier, entraînant une demande intérieure léthargique.

Dans cet environnement, les décideurs doivent dorénavant donner la priorité aux mesures qui préserveront ou renforceront la résilience de l'économie mondiale. Il s'agit notamment de reconstituer de la marge de manœuvre budgétaire ; d'inverser le déclin des perspectives de croissance à moyen terme, en mettre en œuvre des réformes structurelles et des politiques économiques favorables à l'investissement et à l'innovation ; et de procéder à la transition écologique.

## **II. ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT INTÉRIEUR**

La fermeté de l'économie congolaise devrait se maintenir avec un taux de croissance du PIB réel supérieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne, suite au dynamisme continu du secteur minier.

S'agissant des prix intérieurs, il s'est dégagé une décélération du taux d'inflation hebdomadaire comparativement à la semaine précédente, en phase avec la décélération amorcée depuis le début de l'année et à l'évolution de l'économie mondiale.

Sur le marché des changes, au cours de la semaine sous revue, le Franc congolais s'est déprécié à l'indicatif tandis qu'au parallèle il s'est apprécié.

Au niveau des finances publiques, il est attendu un important excédent consécutif à la grande échéance fiscale dont les effets devraient être plus manifestes au cours de la semaine prochaine

Sur le plan monétaire, le secteur monétaire indique une tendance à la prudence dans le chef des banques à l'approche de la grande échéance fiscale. Il apparaît une absence d'opérations interbancaires pendant que les opérations en banque reprennent timidement.

### **2.1. Secteur réel**

Au regard de la confiance des chefs d'entreprises quant aux perspectives à court terme, l'économie congolaise devrait demeurer sur le sentier d'une croissance forte. Sur le marché des biens et services, il s'observe depuis le début de l'année une volatilité de l'inflation, alimentée notamment par le comportement du marché des changes et des perturbations dans l'approvisionnement des biens de premières nécessités.

#### **2.1.1. Croissance**

Selon l'estimation faite sur base des données de production à fin décembre, par la Commission des Études Statistiques et des Comptes Nationaux (CESCN), le PIB en termes réels a progressé de 8,6 % en 2023 contre 8,9 % réalisée l'année précédente.

Globalement, l'évolution de la croissance devrait être portée par le bon comportement de l'industrie extractive, à travers notamment l'accroissement de la production des produits phares, à savoir le cuivre et le cobalt.

L'analyse sectorielle faite par la CESCEN renseigne que cette évolution de l'activité économique serait essentiellement impulsée par le secteur primaire dont la valeur ajoutée passerait de 15,6 % en 2022 à 13,5 %, avec une contribution à la croissance 6,6 points.

Le secteur tertiaire devrait progresser de 3,0 %, contribuant à la croissance du PIB réel à hauteur de 1,1 point. La valeur ajoutée du secteur secondaire augmenterait de 6,0 %, avec une contribution de 0,9 point de croissance.

Pour 2024, la croissance est projetée par la mission du FMI à 5,7 % contre 4,8 % par la CESCEN, principalement du fait d'un effet de base des exportations minières.

#### **2.1.1.1. Croissance du secteur extractif**

Les activités de la branche « Extraction » qui augmenteraient de 18,1 % en 2023 contre 22,0 % une année plus tôt, induirait une contribution à la croissance de 6,3 points. Cette évolution serait tributaire d'une demande internationale soutenue des principaux métaux d'exportations notamment le cuivre et le cobalt.

#### **2.1.1.2. Croissance du secteur Non Extractif**

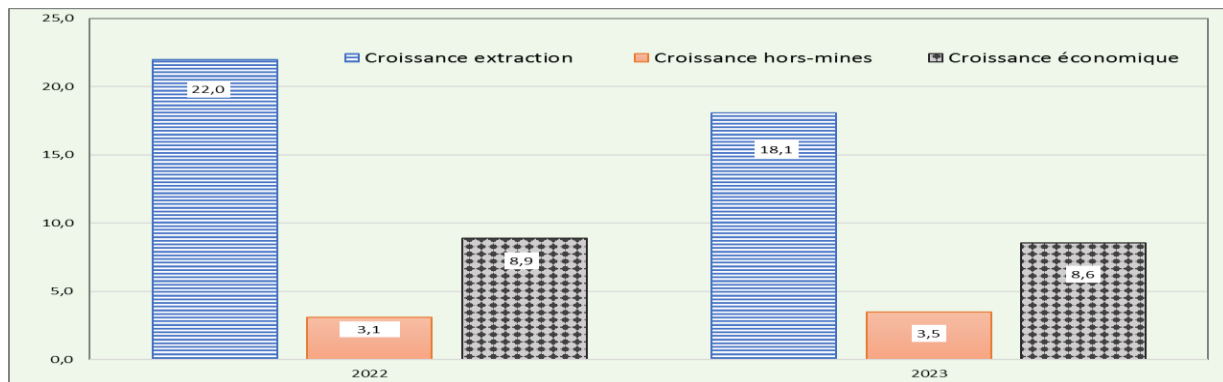
L'année 2023 serait caractérisée par une bonne orientation des activités non extractives, attestée par le PIB hors-mines qui devrait se situer à 3,5 % contre 3,1 % en 2022. Cette évolution serait principalement soutenue par la consolidation des activités de la branche « Bâtiment et travaux publics » dont la valeur ajoutée devrait s'accroître de 14,0 % contre 3,5 % en 2022. Sa contribution à la croissance serait de 0,6 point.

La branche « Transports et Télécommunication » à travers sa sous-branche télécommunication progresserait de 8,2 % en 2023. Cette activité enregistrerait une contribution à la croissance de 0,5 point.

Les branches « Commerce » et « Industries manufacturières » devraient tous contribuer de 0,3 point à la croissance. Leur valeur ajoutée progresserait respectivement de 2,0 % et 2,6 %.

Les activités de la sous-branche « Agriculture » indiqueraient une croissance de sa valeur de 3,3 % en 2023 contre 2,4 % en 2022. La contribution à la croissance de ces activités s'établirait à 0,4 point venant de 0,3 point d'une année à l'autre.

**Graphique 1. Évolution de la croissance du PIB réel, hors mines et la branche extraction (%)**



Source : Cadrage FMI.

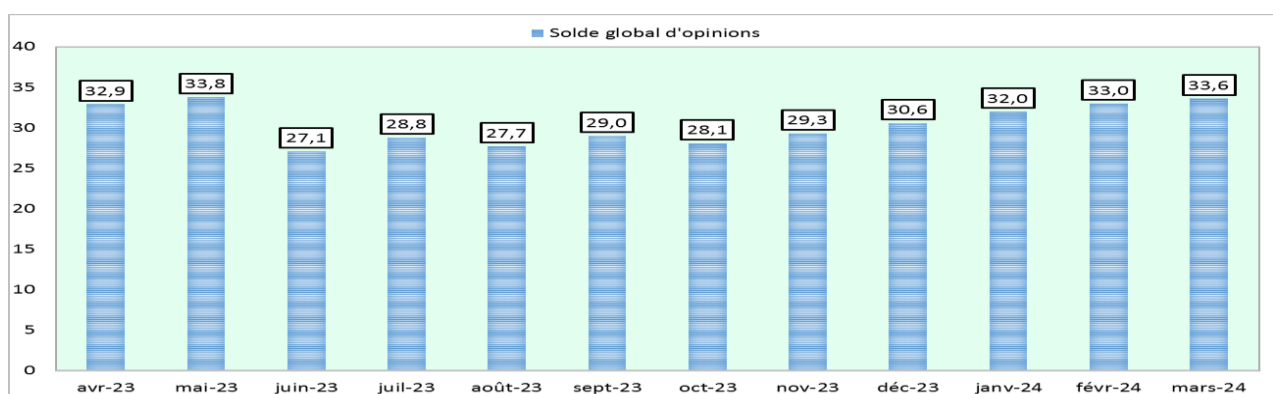
La mise en œuvre du PDL-145T, l'organisation des 9<sup>ème</sup> jeux de la francophonie par le pays, la réhabilitation des voies et moyens de communication couplée à l'amélioration des revenus des ménages avec un effet positif sur la consommation, devraient propulser les activités de commerce, de restauration ainsi que des services bancaires.

### 2.1.2. Baromètre de conjoncture

Les résultats de l'enquête du baromètre de conjoncture du mois de mars 2024 indiquent que pour le cinquième mois consécutif, l'optimisme qui caractérise les chefs d'entreprise quant à l'évolution de la conjoncture de l'économie congolaise s'est maintenu avec une tendance qui s'inscrit en hausse. En effet, le solde global brut d'opinions est ressorti à +33,6 % contre +33,0 % un mois plus tôt.

Ce maintien d'optimisme est, en grande partie, le reflet du dynamisme ayant prévalu dans l'Industrie Extractive ainsi que les Services et, dans une moindre mesure, dans l'Industrie Manufacturière et la Construction.

**Graphique 2. Évolution du solde global d'opinions de chefs d'entreprises (%)**



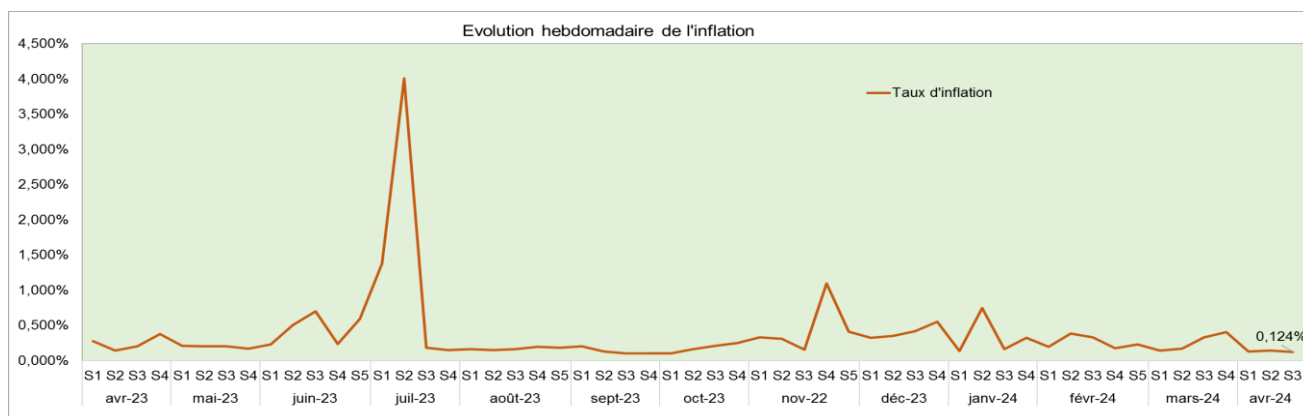
Source : Banque Centrale du Congo.

### 2.1.3. Marché des biens et services

A la troisième semaine du mois d'avril 2024, le niveau général des prix des biens et services renseigne une décélération du rythme de formation des prix intérieurs. En effet, le taux d'inflation s'est situé à 0,124 % au courant de la période sous analyse, venant de 0,146 % la semaine précédente. Cette situation est consécutive notamment au recul observé au niveau de la variation des indices de la majorité des postes de consommation, hormis celui des produits alimentaires dont l'indice s'est accru d'une semaine à l'autre.

En termes de contribution à l'indice global, la fonction de consommation « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » a contribué à elle seule à hauteur de 86,04 % dans l'inflation, suivi du groupe « Biens et services divers » avec 7,09 %. Les autres postes ont renseigné des contributions marginales à la formation des prix.

#### Graphique 3. Évolution du taux d'inflation hebdomadaire



Source : Banque Centrale du Congo.

En cumul annuel, l'inflation s'est située à 4,22 % contre 6,37 % à la période correspondante de 2023, face à une cible annuelle fixée à 11,6 % à fin décembre 2024, attestant ainsi un ralentissement du taux d'inflation comparativement à l'année précédente. En glissement annuel et en annualisée l'inflation est ressortie respectivement à 21,25 % et 14,38 %.

## 2.2. Finances Publiques

Les réalisations provisoires du plan de trésorerie de l'Etat renseignent qu'au premier trimestre 2024 les recettes publiques ont augmenté de 42,3 % par rapport à la période correspondante de 2023. La même tendance s'est poursuivie du côté des dépenses publiques où elles ont enregistré un accroissement de 25,7 %.

Pour le mois d'avril courant, un important excédent mensuel est prévu dans le plan de trésorerie prévisionnel suite à l'échéance fiscale au titre du paiement de solde de l'impôt sur les bénéfices et profits de l'exercice 2023. En effet, les recettes sont attendues à 3.554,6 milliards de CDF alors que les dépenses, quant à elles, sont prévues à hauteur de 2.821,2 milliards de CDF.

### **2.2.1. Exécution des Opérations Financières de l'Etat en 2024**

Au 19 avril 2024, le tableau de suivi de la situation financière de l'État, produit par la Banque Centrale du Congo, renseigne des recettes de l'Etat à hauteur de 1.497,8 milliards de francs congolais, dont 1.103,6 milliards découlent des recettes des régies financières.

Les ressources publiques provenant des recettes fiscales collectées par la DGI et la DGDA se situent respectivement à 582,1 milliards de CDF et 272,8 milliards de CDF. De plus, les recettes parafiscales encadrées par la DGRAD s'élèvent à 248,7 milliards de CDF.

En ce qui concerne les dépenses publiques, celles-ci ont été exécutées à concurrence de 1.479,0 milliards de CDF. Elles ont été essentiellement allouées à la rémunération des agents et fonctionnaires de l'État (463,7 milliards de CDF) ainsi que les frais de fonctionnement des institutions et ministères (335,3 milliards de CDF).

En cumul annuel, au 19 avril 2024, le tableau de suivi de la situation financière de l'État affiche des recettes de l'État totalisant 7.343,4 milliards de CDF et des dépenses de l'ordre de 7.292,1 milliards de CDF.

### **2.2.2. Situation des Bons et Obligations du Trésor**

Sur le marché intérieur des titres de la dette, il y a lieu de relever qu'à la suite de l'annonce par le Ministère des Finances d'une adjudication des Bons du Trésor en dollars américains de 6 mois de maturité pour un montant de 40,0 millions de USD, les souscriptions des banques se sont établies à 26,0 millions de USD avec un taux moyen pondéré de 9,98 %. Le Trésor a levé l'intégralité des soumissions reçues, soit un taux de couverture de 65,0 %.

S'agissant des remboursements des titres échus, en cumul annuel au 12 avril 2024, le Trésor a globalement remboursé 920,9 milliards de CDF dont 626,2 milliards des Bons du Trésor et 294,7 milliards d'Obligations du Trésor.

## **2.3. Secteur extérieur**

Au cours de la semaine sous examen, le marché des changes est demeuré stable dans ses principaux segments. Le niveau des réserves internationales s'accroît, atteignant 2,8 mois d'importations. Les cours des principaux produits de base essentiels à l'économie congolaise ont évolué de manière divergente.

### **2.3.1. Marché des changes, Budget en devises et réserves internationales**

Au 19 avril 2024, le Franc congolais s'est déprécié de 0,58 % à l'indicatif en rythme hebdomadaire, situant le taux à 2.792,46 CDF le dollar américain. Par contre, au parallèle, le taux s'est établi à 2.781,88 CDF, enregistrant une appréciation hebdomadaire de 0,16 %. Comparé à fin décembre 2023, il s'observe une dépréciation de 4,42 % à l'indicatif et 3,42 % au parallèle.

Dans les grandes villes des provinces, le taux de change moyen s'est situé à 2.784,23 CDF, soit un taux de dépréciation hebdomadaire de 0,07 %.

Par ailleurs, au 17 avril 2024, l'exécution du budget en devises s'est soldée par un excédent mensuel de 55,12 millions de USD, résultant des recettes de 203,61 millions et des dépenses de 148,49 millions. Ce solde a porté l'excédent cumulé annuel à 76,39 millions de USD.

Les réserves internationales se sont établies à 5.111,10 millions de USD au 16 avril 2024 contre 4.105,67 millions en avril 2023, soit une accumulation de plus de 1.005,43 millions de USD sur une année. Ce niveau correspondant à 2,8 mois d'importations des biens et services.

### **2.3.2. Évolution des cours des produits de base**

Au 18 avril 2024, le cours du pétrole a reculé de 2,68 % en rythme hebdomadaire, se situant 88,04 USD le baril, entraîné par des signes de retenue d'Israël dans sa réponse à l'attaque iranienne, ainsi que par un nouveau bond inattendu des stocks américains de brut. En effet, le rapport de l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA), a fait état d'une quatrième hausse hebdomadaire d'affilée des stocks de brut aux États-Unis. Ceux-ci ont grimpé de près de 15 millions de barils en un mois. Par rapport à fin décembre 2023, le prix du baril a augmenté de 13,06 %. En glissement annuel, il a augmenté de 11,34 %.

Le prix du cuivre s'est établi à 9 809,50 USD la tonne, enregistrant une hausse de 2,33 %, porté essentiellement par l'affaiblissement du dollar. En effet, le prix du cuivre étant libellé en dollar américain, cette dépréciation rend le cuivre moins cher pour les détenteurs d'autres monnaies, tirant de ce fait le prix à la hausse. Rapproché au 31 décembre 2023, le cours du cuivre affiche une hausse de 14,99 %, pratiquement la même hausse que sur les douze derniers mois.

Le cours du cobalt a connu une hausse de 0,09 %, d'une semaine à l'autre, se situant à 28.150,00 USD. En glissement annuel, le cours de ce métal a reculé de 17,89 %.

Le cours de l'or s'est situé à 2.375,30 USD l'once, soit une baisse hebdomadaire de 1,69 %. Il sied de rappeler qu'en 2024, le prix de l'or a atteint des niveaux records, en raison principalement des tensions géopolitiques dans plusieurs régions du monde et de la forte demande d'or exprimée par les banques centrales. Rapproché à ses niveaux d'avril et décembre 2023, le prix de l'once d'or a augmenté de 19,48 % et 14,73 %, respectivement.

Les prix de la tonne du riz et du maïs sur le marché de Chicago ont enregistré des hausses respectives de 17,39 % et 0,52 %, se situant à 2436,64 USD et 157,94 USD, sur fond des conditions météorologiques caractérisées par la sécheresse, d'une part et la dépréciation du dollar américain, d'autre part. Sur les douze derniers mois, le cours du riz affiche une hausse de 13,37 %, alors que celui du maïs a baissé de 26,24 %.



### **2.3.3. Balance des biens**

En mars 2024, le volume des échanges entre la RDC et le reste du monde a progressé de 2,39 % par rapport à la période correspondante de 2023.

La Balance commerciale a affiché un excédent de 4. 515,53 millions de USD contre celui de 627,42 millions réalisé en mars 2023. Rapproché au PIB, cet excédent représente 6,05 % contre 0,93 % une année plus tôt.

## **2.4. Secteur Monétaire**

Au 19 avril 2024, le secteur monétaire indique une tendance à la prudence dans le chef des banques à l'approche de la grande échéance fiscale. Il apparait une absence d'opérations interbancaires pendant que les opérations en banque reprennent timidement.

### **2.4.1. Comportement des agrégats monétaires**

Au 12 avril 2024, la situation monétaire affiche une croissance hebdomadaire de la monnaie centrale de 1,6 % pour se situer à 8.524,7 milliards de CDF. Cet accroissement est imputable à la hausse des actifs extérieurs nets de 1.080,7 milliards de CDF. Par contre, les actifs intérieurs nets ont enregistré une baisse de 942,9 milliards attribuables aux Autres postes nets et aux créances nettes sur l'administration centrale.

Pour ce qui est des composantes, l'augmentation de la monnaie centrale est attribuable principalement à la hausse enregistrée par les engagements envers les autres institutions de dépôts à hauteur de 169,7 milliards de CDF.

De même, les passifs monétaires au sens large ont enregistré une faible augmentation hebdomadaire de 0,06 %, soit 238,7 milliards de CDF, pour se situer à 37.436,6 milliards de CDF. Cette augmentation est une résultante de la hausse des actifs extérieurs nets de 1.080,7 milliards de CDF contrebalancé par la baisse des actifs intérieurs nets de 1.056,8 milliards de CDF. Au niveau des composantes, la hausse de cet agrégat est attribuable aux dépôts transférables.

### **2.4.2. Marché monétaire**

Au cours de la semaine sous analyse, le marché monétaire affiche un faible volume de transactions sur une tendance globale. Il est noté une faible souscription au bon BCC, une reprise d'opérations en banque et une absence d'opérations du marché interbancaire.

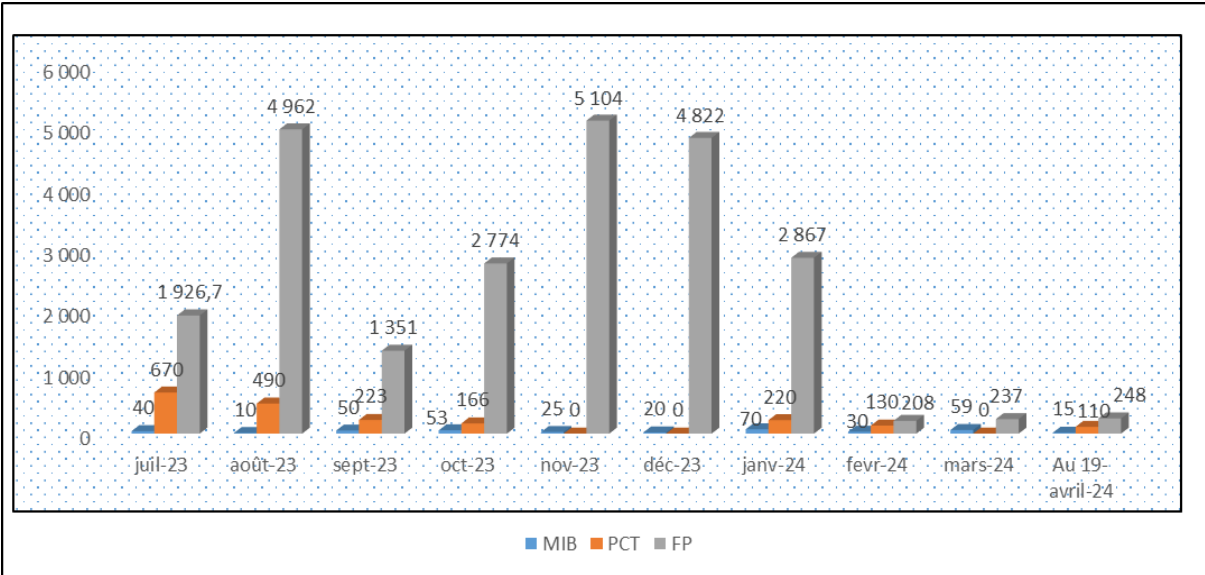
Le guichet des prêts à court terme a enregistré un volume d'opérations à hauteur 110,0 milliards de CDF, au cours de la semaine sous étude. En cumul annuel, il affiche un volume d'opérations de 460,0 milliards de CDF. Pour rappel, en 2023, le volume d'opérations y enregistré s'est chiffré à 3.474,0 milliards.

S'agissant du guichet des facilités permanentes, il affiche un volume des transactions de 155,0 milliards de CDF, au cours de la semaine sous analyse. En cumul mensuel et annuel, ce guichet affiche des volumes d'opérations respectivement à hauteur de 248,0 milliards et 3.560,0 milliards de CDF en 2024. L'année précédente, elle avait connu un volume d'opérations exceptionnel de 21.569,7 milliards de CDF.

Quant au marché interbancaire, il n'a enregistré aucune transaction au cours de la semaine sous analyse. En cumul mensuel et annuel, ce guichet affiche des volumes d'opérations respectivement de 15,0 milliards de CDF et 174,0 milliards. En 2023, le volume des transactions y enregistré s'est fixé à 373,0 milliards.

Toutefois, les taux d'intérêt appliqués sur les différents guichets se sont situés entre 25,0 % et 26,0 %, sur le marché interbancaire, des prêts à court terme et celui des facilités permanentes.

**Graphique 4. Évolution mensuelle du marché monétaire (En milliards de CDF)**



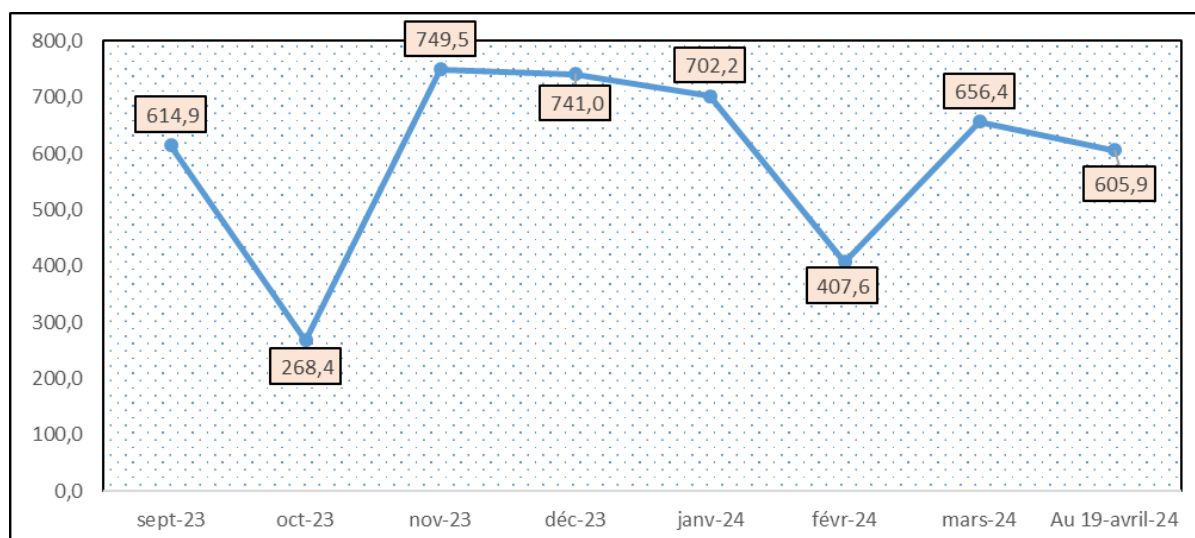
Source : Banque Centrale du Congo.

**2.4.3. Évolution de la position nette des avoirs en monnaie nationale des banques commerciales en compte courant à la BCC**

Au 19 avril 2024, les avoirs des banques commerciales en monnaie nationale en compte courant à la Banque Centrale du Congo ont enregistré une hausse hebdomadaire de 169,1 milliards de CDF pour se situer à 2.982,0 milliards. La réserve obligatoire en monnaie nationale notifiée étant de 2.376,0 milliards de CDF, il se dégage une position nette des avoirs en monnaie nationale des banques commerciales de 605,9 milliards de CDF contre un niveau de 436,8 milliards une semaine auparavant. En moyenne hebdomadaire, la position nette des banques s'est située à 606,5 milliards de CDF.

Par ailleurs, la réserve obligatoire en devises se situe à 1.061,6 milliards de CDF.

**Graphique 5. Évolution de la position nette des avoirs en monnaie nationale des banques commerciales en compte courant à la BCC**  
(En milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

#### 2.4.4. Dynamisme de l'activité bancaire

A fin mars 2024, les dépôts de la clientèle, dans le bilan consolidé du secteur bancaire, se sont situés à 12.386,67 millions de USD, traduisant une hausse mensuelle de 2,66 %. La structure de dépôts a été principalement dominée par les dépôts des ménages, des entreprises privées et ceux des entreprises publiques qui ont représenté respectivement 33,1 % ; 32,6 % et 11,6 % du total, suivis de ceux des petites et moyennes entreprises, des ISBLM et de l'Administration publique. En 2023, les dépôts de la clientèle se sont accrus de 4,0 % pour s'établir à 12.034,36 millions d'USD à fin décembre 2023.

De même, les crédits bruts affichent une croissance mensuelle de 1,0 %, pour s'établir à 7.530,7 millions de USD contre un niveau de 7.451,9 millions à fin février 2023. Cette situation résulte principalement des crédits octroyés aux entreprises privées, ménages et aux petites et moyennes entreprises. Quant à la ventilation par monnaie, les crédits restent dominés par ceux en devises. En 2023, les crédits bruts ont enregistré une croissance annuelle de 42,3 % pour se situer à 7.278,69 millions d'USD à fin décembre 2023.

#### 2.4.5. Évolution de l'émission monétaire

Au 18 avril 2024, l'émission monétaire nette cumulée s'est établie à 248,7 milliards de CDF, tenant d'une mise en circulation des billets de 435,7 milliards et des destructions de 186,9 milliards de CDF. Les billets recyclés se sont établis à 1.646,4 milliards dont 70,5 % en provinces.

## 2.5. Etat des instruments de la politique monétaire

### 2.5.1. Le taux directeur

Le taux directeur est resté inchangé à 25 % l'an depuis la date du 08 août 2023. Ce dernier réajustement avait permis de relever l'attractivité des bons BCC à l'effet de permettre des arbitrages judicieux avec d'autres actifs notamment les devises.

A ce jour, il est resté réel positif à raison de 2.765 points par rapport à l'inflation en glissement annuel et 6.496 comparativement à l'inflation annualisée.

Ce statut lui permet de soutenir les ventes des bons BCC, de lutter efficacement contre l'inflation et d'accompagner les anticipations anti-inflationnistes.

### 2.5.2. Les coefficients de la réserve obligatoire

En date du 19 juin 2023, le Comité de Politique Monétaire a décidé de l'augmentation du coefficient de la réserve obligatoire sur les dépôts à vue en monnaie nationale, passant de 0,0 % à 10,0 %. Les niveaux des autres coefficients de la réserve obligatoire ont été maintenus inchangés par rapport à leurs niveaux de 2022, à savoir : 0,0% pour les dépôts en monnaie nationale à terme, 13,0% et 12,0% respectivement pour les dépôts à vue et à terme en monnaies étrangères. Au 31er mars 2024, la réserve obligatoire en CDF s'est situé à de 2.376,0 milliards de CDF milliards de CDF contre un niveau de 2.454,7 milliards de CDF à fin décembre 2023.

### 2.5.3. Les fourchettes d'appels d'offres des bons BCC

Au 17 avril 2024, lors de la séance d'adjudication, les souscriptions des banques se sont établies à 162,0 milliards de CDF portant sur les maturités à 7, 28 et 84 jours.

Toutefois, la Banque Centrale avait lancé un appel d'offres de 270,0 milliards de CDF, répartis à travers les bornes supérieures des fourchettes des titres suivants : Bon BCC à 7 jours : 200,0 milliards de CDF, Bon BCC à 28 jours : 60,0 milliards de CDF et Bon BCC à 84 jours : 10,0 milliards de CDF.

**Tableau 2. Résultats de la séance d'adjudication du mercredi 17 avril 2024**

Titres de la BCC	Bornes supérieures des Fourchettes d'appel d'offre proposées (En milliards de CDF)	Soumissions Reçues (En milliards de CDF)	Soumissions Retenues (En milliards de CDF)
Bon BCC à 7 jours	200	137	137
Bon BCC à 28 jours	60	20	20
Bon BCC à 84 jours	10	5	5

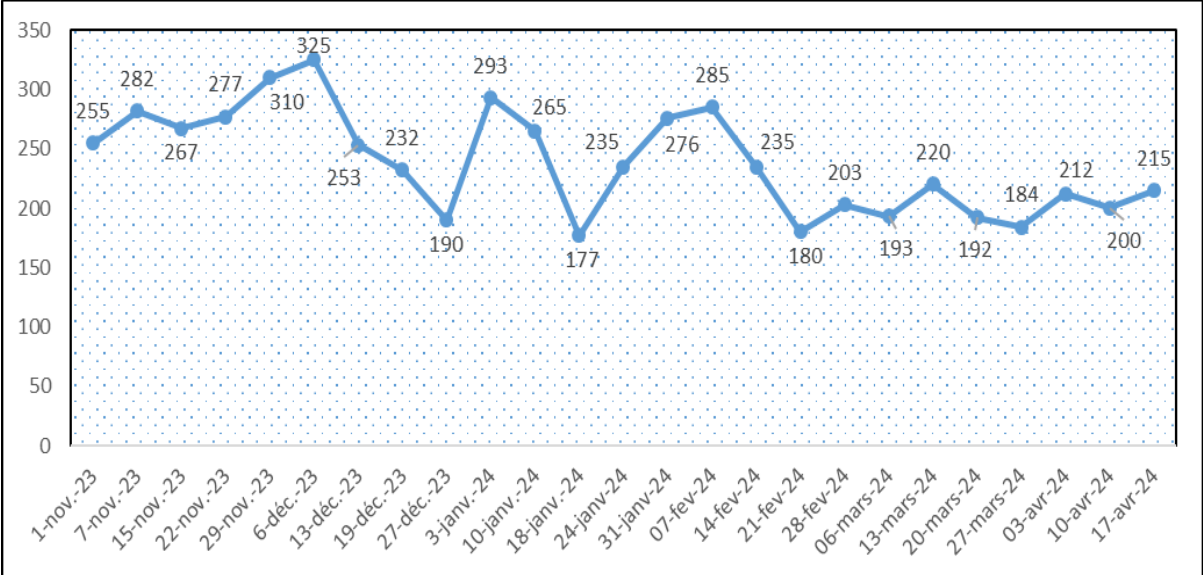
Source : Banque Centrale du Congo.

Ainsi, l'encours des Bons BCC est passé de 200,0 milliards de CDF la semaine précédente à 215,0 milliards au 17 avril, traduisant une ponction hebdomadaire de 15,0 milliards de CDF. Cet encours est réparti de la manière suivante : 137,0 milliards

de CDF pour la maturité à 7 jours, 58,0 milliards pour celle à 28 jours et 20,0 milliards pour celle à 84 jours. Au 17 avril 2024, les charges des Bons BCC ont atteint 16.741,95 millions de CDF.

Il convient de relever que, bien que cet encours évolue en dents de scie au cours de dernières semaines, la tendance baissière cyclique de l'encours devrait clairement se dessiner à l'approche de la grande échéance fiscale.

**Graphique 6. Évolution de l'encours des Bons BCC (en milliards de CDF)**



Source : Banque Centrale du Congo

# ANNEXES

**Tableau 1. Évolution de l'indice national des prix à la consommation des ménages**

Evolution de l'indice national des prix à la de consommation des ménages									
Année	Mois et semaine	Indice hebdomadaire	Inflation hebdomadaire	Inflation cumulée	Indice annualisé	Inflation annualisée	Indice mensuel	Inflation mensuelle	Inflation en glissement annuel
2023	Janvier						344,521	2,544%	
	I	336,56	0,174%	0,174%	367,838	9,484%			13,266%
	II	341,10	1,350%	1,527%	498,182	48,280%			14,688%
	III	343,71	0,764%	2,303%	498,511	48,378%			15,367%
	IV	344,52	0,236%	2,544%	465,750	38,627%			15,467%
	Février						349,999	1,590%	
	I	345,31	0,230%	2,780%	446,828	32,995%			15,599%
	II	345,89	0,168%	2,952%	432,317	28,676%			15,670%
	III	348,00	0,610%	3,580%	436,303	29,863%			16,266%
	IV	350,00	0,574%	4,175%	438,291	30,454%			16,819%
	Mars						355,161	1,475%	
	I	350,96	0,275%	4,461%	432,330	28,680%			17,003%
II	351,90	0,267%	4,740%	427,450	27,227%			17,083%	
III	353,23	0,380%	5,138%	425,760	26,724%			17,036%	
IV	354,30	0,302%	5,456%	422,936	25,884%			17,009%	
V	355,16	0,242%	5,711%	419,554	24,877%			16,894%	
Avril						358,748	1,010%		
I	356,15	0,277%	6,004%	417,215	24,181%			16,703%	
II	356,67	0,146%	6,159%	413,321	23,022%			16,639%	
III	357,39	0,203%	6,374%	410,698	22,242%			16,635%	
IV	358,75	0,380%	6,779%	410,616	22,217%			16,867%	
Décembre						415,768	1,653%		
I	410,34	0,325%	22,134%	415,391	23,638%			23,288%	
II	411,77	0,349%	22,560%	415,132	23,561%			23,341%	
III	413,48	0,415%	23,068%	415,161	23,570%			23,467%	
IV	415,77	0,555%	23,751%	415,768	23,751%			23,751%	
2024	Janvier						421,489	1,376%	
	I	416,33	0,135%	0,135%	445,929	7,254%			23,702%
	II	419,44	0,747%	0,882%	522,446	25,658%			22,965%
	III	420,12	0,163%	1,047%	498,040	19,788%			22,232%
	IV	421,49	0,325%	1,376%	496,595	19,440%			22,341%
	Février						427,108	1,333%	
	I	422,33	0,200%	1,579%	489,333	17,694%			22,305%
	II	423,96	0,386%	1,971%	492,399	18,431%			22,571%
	III	425,38	0,334%	2,312%	492,703	18,504%			22,235%
	IV	426,13	0,177%	2,493%	487,930	17,356%			21,752%
	V	427,11	0,229%	2,728%	485,709	16,822%			21,697%
	Mars						431,587	1,048%	
I	427,71	0,141%	2,873%	481,742	15,868%			21,545%	
II	428,44	0,170%	3,048%	479,168	15,249%			21,290%	
III	429,86	0,331%	3,389%	480,358	15,535%			21,325%	
IV	431,59	0,402%	3,805%	482,745	16,109%			21,519%	
Avril									
I	432,15	0,131%	3,941%	479,959	15,439%			21,342%	
II	432,78	0,146%	4,093%	477,797	14,919%			21,342%	
III	433,32	0,124%	4,222%	475,573	14,384%			21,247%	

Source : INS

**Tableau 2. Baromètre de conjoncture de l'économie congolaise : Solde d'opinions pondérées (en %)**

Branche	2023												2024		
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars
Solde global	31,2	31,5	32,1	32,9	33,8	27,1	28,8	27,7	29,0	28,1	29,3	30,6	32,0	33,0	33,6
Industrie manufacturière	8,7	7,4	7,2	6,6	11,0	10,4	10,3	12,1	11,0	13,2	12,9	13,8	13,1	12,0	12,8
Electricité et Eau	22,9	25,7	25,8	27,3	24,0	22,8	22,3	21,6	25,3	27,6	29,6	31,2	26,5	25,0	22,5
Industrie extractive	36,6	36,7	38,4	39,0	39,1	30,4	30,6	30,7	32,1	30,4	31,8	32,2	34,3	35,4	36,8
Construction	21,7	19,2	25,2	26,9	28,7	30,1	32,2	34,0	36,0	36,6	37,9	40,3	40,4	41,6	42,1
Services	11,6	14,2	17,9	16,5	15,2	10,5	18,9	11,4	12,0	9,7	12,4	17,8	18,2	16,8	18,1

Source : BCC

**Tableau 3. Estimation du taux de croissance par l'approche de la production**

<b>BRANCHES D'ACTIVITES</b>	Décembre. 2022				Décembre. 2023			
	VA	VAR (%)	Contr.Crois .PIB Reel (%)	Contrib en point de croiss	VA	VAR (%)	Contr.Crois .PIB Reel (%)	Contrib en point de croiss
	<b>Secteur primaire</b>	<b>7 289,1</b>	<b>15,6</b>	<b>80,4</b>	<b>7,18</b>	<b>8 274,1</b>	<b>13,5</b>	<b>77,2</b>
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	2 102,4	2,4	4,0	0,36	2 148,9	2,2	3,6	0,3
Agriculture	2 027,8	2,4	3,9	0,34	2 094,2	3,3	5,2	0,4
Vivrière	2 002,3	2,6	4,1	0,36	2 063,4	3,1	4,8	0,4
Rente	25,4	-9,7	-0,2	-0,02	30,8	21,1	0,4	0,0
Sylviculture	70,9	2,7	0,2	0,01	50,8	-28,3	-1,6	-0,1
Elevage, pêche et chasse	3,8	2,6	0,0	0,00	3,9	3,0	0,0	0,0
Extraction	5 186,7	21,9	76,4	6,8	6 125,2	18,1	73,6	6,3
Extraction des hydrocarbures	24,1	6,3	0,1	0,010	23,8	-1,1	0,0	0,0
Extraction des minéraux, pierres et autres	5 162,6	22,0	76,3	6,81	6 101,4	18,2	73,6	6,3
<b>Secteur secondaire</b>	<b>2 130,3</b>	<b>2,8</b>	<b>4,7</b>	<b>0,422</b>	<b>2 257,4</b>	<b>6,0</b>	<b>10,0</b>	<b>0,9</b>
Industries manufacturières	1 434,9	2,4	2,8	0,25	1 472,4	2,6	2,9	0,3
Industries alimentaires, boissons et tabac	1 208,0	2,5	2,4	0,21	1 238,8	2,5	2,4	0,2
Autres industries manufacturières	226,9	2,2	0,4	0,04	233,7	3,0	0,5	0,0
Electricité, gaz, vapeur et eau	86,7	3,3	0,2	0,02	90,7	4,6	0,3	0,0
Bâtiment et travaux publics	608,7	3,5	1,7	0,15	694,2	14,0	6,7	0,57
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>5 313,3</b>	<b>3,3</b>	<b>13,9</b>	<b>1,24</b>	<b>5 471,9</b>	<b>3,0</b>	<b>12,4</b>	<b>1,06</b>
Transports et Télécommunication	1 853,7	4,5	6,6	0,59	1 944,1	4,9	7,1	0,6
Transports	917,6	2,7	2,0	0,17	931,7	1,5	1,1	0,1
Télécommunication	936,1	6,5	4,7	0,42	1 012,4	8,2	6,0	0,5
Commerce	1 912,8	2,7	4,2	0,37	1 950,5	2,0	3,0	0,3
Autres services marchands	1 211,5	3,0	2,8	0,25	1 244,7	2,7	2,6	0,2
Banques et assurances	207,1	5,9	0,9	0,08	222,5	7,4	1,2	0,1
Autres services	1 004,4	2,4	1,9	0,17	1 022,2	1,8	1,4	0,1
Services d'administration publique	434,3	2,0	0,7	0,06	439,0	1,1	0,4	0,0
Education	12,6	3,0	0,0	0,00	13,0	3,3	0,0	0,0
Santé	2,2	4,0	0,0	0,00	2,2	3,1	0,0	0,0
Autres services non marchands	419,6	2,0	0,7	0,06	423,8	1,0	0,3	0,0
SFIM	-99,1	5,9	-0,5	-0,04	-106,5	7,4	-0,6	0,0
<b>PIB au prix de base</b>	<b>14 732,8</b>	<b>8,9</b>	<b>99,0</b>	<b>8,8</b>	<b>16 003,4</b>	<b>8,6</b>	<b>99,6</b>	<b>8,5</b>
Taxes sur les produits	166,9	7,7	1,0	0,1	171,8	2,9	0,4	0,0
<b>PIB aux prix constants</b>	<b>14 899,7</b>	<b>8,9</b>	<b>100,0</b>	<b>8,9</b>	<b>16 175,2</b>	<b>8,6</b>	<b>100,0</b>	<b>8,6</b>
<b>PIB hors mines</b>	<b>9 712,98</b>	<b>3,1</b>	<b>23,6</b>	<b>2,1</b>	<b>10 050,01</b>	<b>3,5</b>	<b>26,4</b>	<b>2,3</b>

Source : BCC, suivant les données de la CESCN.



**Tableau 4. Exécution des opérations financières de l'Etat en avril 2024 et 2023**  
(En milliards de CDF)

RUBRIQUES	REALISATIONS 2023		AU 19 AVRIL 2024			CUMUL AU 19 AVRIL 2024		
	Mois d'Avril	Cumul Avril	Program.	Réal.	Exéc. en %	Program.	Réal.	Exéc. en %
Douanes et accises (DGDA)	356,0	1 411,5	475,5	272,8	57,4	1 886,9	1651,3	87,5
Impôts directs et indirects (DGI)	1196,1	2 770,2	2 709,6	582,1	21,5	4 552,5	2824,1	62,0
Recettes non fiscales (DGRAD)	230,7	853,4	322,3	248,7	77,2	1 102,9	1111,7	100,8
Pétroliers Producteurs	53,9	146,5	47,3	29,2	61,7	170,3	132,9	78,0
Dons et autres recettes	38,7	55,2	0,1	0,0	0,0	0,0	201,3	0,0
<b>Total revenus et dons</b>	<b>1875,4</b>	<b>5 236,8</b>	<b>3554,6</b>	<b>1132,8</b>	<b>31,9</b>	<b>7712,6</b>	<b>5921,3</b>	<b>76,8</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>1383,7</b>	<b>4 357,3</b>	<b>1892,1</b>	<b>694,7</b>	<b>36,7</b>	<b>5410,3</b>	<b>3753,8</b>	<b>69,4</b>
Salaires	804,2	2 337,2	1 058,2	399,6	37,8	3 056,3	2019,4	66,1
Intérêt sur la dette	28,8	66,9	34,4	47,0	136,6	82,9	155,2	187,2
dont dette extérieure	13,1	23,8	21,5	22,3	103,7	35,0	38,3	109,4
Frais de fonct. Inst. et Min.	426,0	1 263,5	477,5	155,2	32,5	1 212,3	922,1	76,1
Institutions Politiques	179,9	495,0	171,9	85,9	50,0	442,3	427,6	96,7
Ministères	246,1	768,5	305,6	69,3	22,7	770,0	494,5	64,2
<b>Dépenses en capital</b>	<b>93,3</b>	<b>282,2</b>	<b>354,1</b>	<b>98,3</b>	<b>27,8</b>	<b>566,2</b>	<b>290,7</b>	<b>51,3</b>
Amortissement de la dette	11,6	107,9	41,4	39,4	95,2	138,3	112,4	81,3
Autres dépenses	154,5	990,8	533,6	283,3	53,1	927,2	2 098,7	226,3
dont élections	62,3	124,6	50,0	42,5	85,0	150,0	70,3	46,9
<b>Total dépenses (+amort. dette)</b>	<b>1643,0</b>	<b>5 738,2</b>	<b>2821,2</b>	<b>1115,7</b>	<b>39,5</b>	<b>7042,0</b>	<b>6255,6</b>	<b>88,8</b>
<b>Solde de trésorerie</b>	<b>232,4</b>	<b>- 501,4</b>	<b>733,4</b>	<b>17,1</b>	<b>2,3</b>	<b>670,6</b>	<b>-334,3</b>	<b>-49,9</b>

Source : BCC, sur la base du PTR du secteur public (Ministère des Finances/DGTCP).

**Tableau 5. Cours des produits miniers, énergétiques et agricoles**

	30-déc.-22	31-janv.-23	28-févr.-23	31-mars-23	28-avr.-23	29-déc.-23	31-janv.-24	29-févr.-24	29-mars-24	11-avr.-24	18-avr.-24	Var hebdo en %
Pétrole (brent) \$/baril	86,00	82,84	84,10	84,14	79,07	77,87	80,59	82,17	87,30	90,46	88,04	-2,68
Cuivre LME \$/tm	8 379,00	9 087,00	8 843,35	8 935,00	8 590,00	8 531,00	8 541,00	8 468,00	8 874,00	9 586,50	9 809,50	2,33
Cobalt LME (Cath 99,80%) \$/tonne	56 026,49	51 434,88	51 434,88	34 172,19	34 260,49	32 750,38	32 750,38	27 887,20	28 038,00	28 123,62	28 150,00	0,09
Or New York \$/o.t.	1 824,82	1 926,78	1 831,50	1 960,55	1 988,07	2 070,39	2 032,52	2 055,75	2 232,14	2 416,20	2 375,30	-1,69
Riz Chicago \$/tonne	405,96	393,93	382,34	386,09	385,17	387,48	397,57	402,32	362,47	371,96	436,64	17,39
Blé Chicago \$/tonne	290,81	279,04	259,41	256,65	226,62	228,40	222,65	210,99	204,82	202,32	198,35	-1,96
Maïs Chicago \$/tonne	249,45	250,37	236,07	244,63	214,12	172,01	164,48	157,95	161,73	157,13	157,94	0,52

Source : les échos.

**Tableau 6. Évolution comparative de la balance des biens 2023-2024**  
(en millions de USD)

	CUMUL A FIN MARS 2024		
	2023 <sup>(1)</sup>	2024 <sup>(2)</sup>	Variation (%)
<b>EXPORTATIONS</b>	<b>6 445,12</b>	<b>8 535,99</b>	<b>32,44</b>
<b>IMPORTATIONS</b>	<b>5 817,69</b>	<b>4 020,46</b>	<b>-30,89</b>
<b>SOLDE</b>	<b>627,42</b>	<b>4 515,53</b>	<b>619,69</b>

Source : Banque Centrale du Congo (BCC) sur base des données de la DGDA, l'OCC et la Commission Interministérielle

(1) 2023 : Situation de la balance des paiements provisoire.

(2) Décembre 2024 : Situation en accéléré tirée du système bancaire (ISYS-DDR) et de la douane.

**Tableau 7. Évolution du taux de change à Kinshasa**

	Taux de change CDF/1 USD				Var. en % fin décembre 2023				Ecart parallèle moyen- indicatif	
	Taux indicatif	Taux parallèle			Taux indicatif	Taux parallèle				
		acheteur	vendeur	moyen		acheteur	vendeur	moyen	en %	en CDF
30-déc.-22	<b>2 016,91</b>	<b>2 126,67</b>	<b>2 150,00</b>	<b>2 138,33</b>					<b>6,02</b>	<b>121,42</b>
29-déc.-23	<b>2 668,95</b>	<b>2 670,00</b>	<b>2 703,33</b>	<b>2 686,67</b>	<b>-24,43</b>	<b>-20,35</b>	<b>-20,47</b>	<b>-20,41</b>	<b>0,66</b>	<b>17,72</b>
31-janv.-24	2 731,00	2 683,75	2 736,25	2 710,00	-2,27	-20,76	-1,20	-0,86	-0,77	-21,00
29-févr.-24	2 766,62	2 734,38	2 763,81	2 749,10	-3,53	-22,22	-2,19	-2,27	-0,63	-17,53
29-mars-24	2 786,54	2 793,13	2 813,75	2 803,44	-4,22	-23,86	-3,92	-4,17	0,61	16,90
5-avr.-24	2 770,41	2 769,38	2 793,13	2 781,26	-3,66	-23,21	-3,22	-3,40	0,39	10,85
12-avr.-24	2 776,32	2 771,88	2 800,63	2 786,26	-3,87	-23,28	-3,47	-3,57	0,36	9,94
15-avr.-24	2 767,78	2 775,00	2 803,13	2 789,07	-3,57	-23,36	-3,56	-3,67	0,77	21,28
16-avr.-24	2 781,47	2 770,00	2 798,75	2 784,38	-4,05	-23,23	-3,41	-3,51	0,10	2,90
17-avr.-24	2 788,07	2 768,75	2 792,50	2 780,63	-4,27	-23,19	-3,19	-3,38	-0,27	-7,45
18-avr.-24	2 785,38	2 770,00	2 788,75	2 779,38	-4,18	-23,23	-3,06	-3,34	-0,22	-6,01
19-avr.-24	2 792,46	2 773,13	2 790,63	2 781,88	-4,42	-23,31	-3,13	-3,42	-0,38	-10,58
<b>Variation hebdomadaire au 19 avril 2024</b>					<b>-0,58</b>	<b>-0,05</b>	<b>0,36</b>	<b>0,16</b>		

Source : Balance Commerciale du Congo

**Tableau 8. Évolution de la base monétaire**

En Millions d'unités de monnaie nationale (MN)	Dec-23	Jan-24	Feb-24	Mar-24	Apr-24		Var.hebdo en milliards de	
	au 29 Accélérée	au 31 Accélérée	au 29 Accélérée	au 29 Accélérée	au 12	au 19 Accélérée	Var.hebdo en %	CDF
<b>SITUATION DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO_SBC_ISG</b>								0
								0
<b>ACTIFS EXTÉRIEURS NETS</b>	<b>6 662 530</b>	<b>6 822 009</b>	<b>6 909 291</b>	<b>7 105 842</b>	<b>7 224 175</b>	<b>8 304 875</b>	<b>14,96</b>	<b>1 080 700</b>
ACTIFS EXTÉRIEURS NETS (en millions de USD)	2 486	2 492	2 496	2 552	2 599	2 988	14,96	389
CRÉANCES SUR LES NON-RÉSIDENTS	14 650 721	14 810 199	14 897 481	15 038 199	15 212 366	16 237 232	6,74	1 024 866
CRÉANCES SUR LES NON-RÉSIDENTS (en mios de USD)	5 467,50	5 409,71	5 382,67	5 401,45	5 468,63	5 827,36	6,56	359
ACTIFS DE RÉSERVE OFFICIELS NETS	5 689 183	5 821 159	5 965 168	6 097 851	6 172 460	6 205 747	0,54	33 288
ACTIFS DE RÉSERVE OFFICIELS NETS (en mios de USD)	2 123,14	2 126,29	2 155,30	2 190,24	2 218,91	2 227,17	0,37	8
ACTIFS DE RÉSERVE OFFICIELS	13 677 373	13 809 350	13 953 359	14 030 207	14 160 651	14 138 104	-0,16	-22 546
ACTIFS DE RÉSERVE OFFICIELS (en mios de USD)	5 104,26	5 044,13	5 041,55	5 039,40	5 090,56	5 074,00	-0,33	-17
Or monétaire	0	0	0	0	0	0		0
Avoirs en DTS	2 354 039	2 354 039	2 354 039	2 337 530	2 354 039	2 337 530	-0,70	-16 509
Avoirs en devises	11 323 334	11 455 311	11 599 320	11 692 678	11 806 612	11 800 575	-0,05	-6 037
AUTRES ACTIFS EXTÉRIEURS	973 348	1 108 034	1 051 306	1 115 282	1 116 993	1 183 732	5,97	66 739
Dont								0
Allocations en DTS TP	0	0	0	0	0	0		0
Réserves obligatoires en ME	848 478	991 845	931 053	993 163	996 740	1 061 614	6,51	64 873
Garanties à MT en ME reçues des Banques agréées	107 184	107 184	107 184	107 290	107 184	107 290	0,10	106
								0
ENGAGEMENTS ENVERS LES NON-RÉSIDENTS	-7 988 191	-7 988 191	-7 988 191	-7 932 357	-7 988 191	-7 932 357		55 834
								0
<b>ACTIFS INTÉRIEURS NETS</b>	<b>2 241 969</b>	<b>1 902 690</b>	<b>1 517 700</b>	<b>1 458 519</b>	<b>1 162 812</b>	<b>219 816</b>	<b>-81,10</b>	<b>-942 997</b>
								0
CRÉANCES INTÉRIÈRES	4 383 415	4 573 105	4 425 767	4 501 423	4 429 514	4 063 345	-8,27	-366 169
CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	3 456 008	3 624 223	3 416 478	3 083 481	3 489 699	3 048 035	-12,66	-441 664
CRÉANCES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	4 027 568	4 027 616	4 027 616	4 027 616	4 027 616	4 027 616	0,00	0
Dont Titres en MN	2 653 317	2 692 567	2 742 867	2 758 567	2 742 867	2 758 567	0,57	15 700
Avances et autres comptes suspens Trésor	1 374 252	1 335 050	1 284 750	1 269 050	1 284 750	1 269 050	-1,22	-15 700
ENGAGEMENTS ENVERS L'ADMINISTRATION CENTRALE	-571 560	-403 393	-611 138	-944 135	-537 918	-979 581	82,11	-441 664
								0
CRÉANCES SUR LES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS	813 593	833 000	881 150	1 233 416	811 676	830 784	2,35	19 108
Dont Comptes RME	349 078	578 212	478 937	523 694	490 980	541 739	10,34	50 759
RME en millions de USD	130	211	173	188	177	194	10,15	18
Refinancement (Crédits autres institutions de dépôts)	234 000	70 000	24 000	0	24 000	0	-100,00	-24 000
Autres	230 515	184 788	378 212	709 722	296 696	289 045	-2,58	-7 651
								0
CRÉANCES SUR LES AUTRES SECTEURS	113 814	115 881	128 139	184 526	128 139	184 526	44,00	56 387
CRÉANCES SUR LES AUTRES SOCIÉTÉS FINANCIÈRES	0	0	0	0	0	0		0
CRÉANCES SUR LES ADMINISTRATIONS D'ÉTATS FÉDÉRÉS ET LOCALES	0	0	0	0	0	0		0
CRÉANCES SUR LES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES PUBLIQUES	1	1	1	1	1	1	0,00	0
CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ	113 813	115 881	128 139	184 526	128 139	184 526	44,00	56 387
								0
AUTRES POSTES NETS	-2 141 445	-2 670 415	-2 908 067	-3 042 904	-3 266 701	-3 843 529	17,66	-576 828
ACTIFS ET ENGAGEMENTS NON CLASSIFIÉS	545 007	251 860	-75 204	-99 941	-436 838	-869 565	99,06	-432 727
AUTRES ENGAGEMENTS ENVERS AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS	-300 524	-387 277	-312 626	-294 067	-309 626	-325 067	4,99	-15 441
Dont Bon BCC	190 000	276 000	203 000	184 000	200 000	215 000	7,50	15 000
ACTIONS ET AUTRES TITRES DE PARTICIPATION	-2 371 772	-2 397 984	-2 416 359	-2 489 117	-2 416 359	-2 489 117	3,01	-72 759
DÉRIVÉS FINANCIERS	0	0	0	0	0	0		0
CRÉDITS	0	0	0	0	0	0		0
DÉPÔTS ET TITRES AUTRES QU' ACTIONS EXCLUS DE LA BASE MONÉTAIRE	-14 156	-137 013	-103 879	-159 779	-103 879	-159 779	53,81	-55 900
DÉPÔTS INCLUS DANS LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	-10 235	-133 035	-99 879	-155 759	-99 879	-155 759	55,95	-55 880
Comptes Lori en ME des Entreprises publiques et semi-publiques	10 235	133 035	99 879	155 759	99 879	155 759	55,95	55 880
TITRES AUTRES QU' ACTIONS INCLUS DANS LA MASSE MONÉTAIRE	0	0	0	0	0	0		0
DÉPÔTS EXCLUS DE MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	-3 921	-3 979	-4 000	-4 020	-4 000	-4 020	0,51	-20
TITRES AUTRES QU' ACTIONS EXCLUS DE LA MASSE MONÉTAIRE AU	0	0	0	0	0	0		0
								0
<b>BASE MONÉTAIRE</b>	<b>8 904 500</b>	<b>8 724 698</b>	<b>8 426 991</b>	<b>8 564 361</b>	<b>8 386 988</b>	<b>8 524 691</b>	<b>1,64</b>	<b>137 703</b>
CIRCULATION FIDUCIAIRE	4 831 991	4 676 851	4 634 528	4 622 355	4 670 396	4 633 643	-0,79	-36 753
Circulation fiduciaire hors système bancaire	4 527 576	4 218 618	4 162 647	4 150 474	4 198 515	4 161 761	-0,88	-36 753
Circulation fiduciaire en banque (numéraire auprès des banques commerciales)	304 415	458 234	471 881	471 881	471 881	471 881	0,00	0
ENGAGEMENTS ENVERS LES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS	4 053 206	4 015 859	3 747 736	3 892 530	3 671 865	3 841 572	4,62	169 707
Dont								0
Avoirs des banques commerciales à la Banque Centrale du Congo	3 195 683	3 155 278	2 888 640	3 032 467	2 812 869	2 982 019	6,01	169 150
Niveau notifié de la réserve obligatoire	2 454 699	2 452 733	2 481 006	2 376 023	2 376 023	2 376 023	0,00	0
Réserves nettes des banques commerciales	740 984	702 545	407 634	656 444	436 846	605 996	38,72	169 150
								0
** Niveau de la réserve obligatoire en monnaies étrangères	848 478	991 845	931 053	993 163	996 740	1 061 614	6,51	64 873
R.O en ME (En millions USD)	317	362	336	357	358	381	6,33	23
ENGAGEMENTS ENVERS LES AUTRES SECTEURS	19 303	31 988	44 727	49 476	44 727	49 476	10,62	4 750

Source : Banque centrale du Congo.

**Tableau 9. Offre de monnaie**

En Millions d'unités de monnaie nationale (MN)	Dec-23	Jan-24	Feb-24	Mar-24	Apr-24	Var.hebdo en milliards de Var.hebdo en % CDF		
	au 29 Accélérée	au 31 Accélérée	au 29 Accélérée	au 29 Accélérée	au 12	au 19 Accélérée		
<b>SITUATION DES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS_SID_3SG</b>								
<b>ACTIFS EXTÉRIEURS NETS</b>	<b>20 890 850</b>	<b>21 183 851</b>	<b>21 632 664</b>	<b>21 829 216</b>	<b>21 947 549</b>	<b>23 028 249</b>	<b>4,92</b>	<b>1 080 700</b>
CRÉANCES SUR LES NON-RÉSIDENTS	32 243 732	32 839 395	33 031 566	33 172 285	33 346 451	34 371 317	3,07	1 024 866
ENGAGEMENTS ENVERS LES NON-RÉSIDENTS	-11 352 882	-11 655 544	-11 398 902	-11 343 068	-11 398 902	-11 343 068	-0,49	55 834
								0
<b>ACTIFS INTÉRIEURS NETS</b>	<b>15 339 573</b>	<b>15 489 159</b>	<b>15 744 168</b>	<b>15 596 072</b>	<b>15 465 150</b>	<b>14 408 326</b>	<b>-6,83</b>	<b>-1 056 824</b>
								0
CRÉANCES INTÉRIEURES	22 741 079	23 547 781	24 479 600	24 202 989	24 552 820	24 167 543	-1,57	-385 277
CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE 3SG	2 444 259	2 476 692	2 714 797	2 381 800	2 788 018	2 346 354	-15,84	-441 664
CRÉANCES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	4 528 146	4 486 599	4 790 772	4 790 772	4 790 772	4 790 772	0,00	0
ENGAGEMENTS ENVERS L'ADMINISTRATION CENTRALE	-2 083 887	-2 009 906	-2 075 975	-2 408 972	-2 002 754	-2 444 418	22,05	-441 664
CRÉANCES SUR LES AUTRES SECTEURS 3SG	20 296 821	21 071 089	21 764 803	21 821 190	21 764 803	21 821 190	0,26	56 387
CRÉANCES SUR LES AUTRES SOCIÉTÉS FINANCIÈRES	0	0	0	0	0	0		0
CRÉANCES SUR LES ADMINISTRATIONS D'ÉTATS FÉDÉRÉS ET LOCALES	254 174	298 299	306 267	306 267	306 267	306 267	0,00	0
CRÉANCES SUR LES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES PUBLIQUES	1 621 172	1 695 018	1 766 259	1 766 259	1 766 259	1 766 259	0,00	0
CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ	18 421 474	19 077 772	19 692 277	19 748 664	19 692 277	19 748 664	0,29	56 387
								0
<b>AUTRES POSTES (NET)</b>	<b>-7 401 506</b>	<b>-8 058 622</b>	<b>-8 735 431</b>	<b>-8 606 917</b>	<b>-9 087 671</b>	<b>-9 759 217</b>	<b>7,39</b>	<b>-671 547</b>
ACTIFS ET ENGAGEMENTS NON CLASSIFIÉS	-130 514	-627 286	-1 014 087	-812 793	-1 366 326	-1 965 094	43,82	-598 768
DÉPÔTS EXCLUS DE MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	-60 034	-41 254	-24 643	-24 663	-24 643	-24 663	0,08	-20
TITRES AUTRES QU' ACTIONS EXCLUS DE LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	0	0	0	0	0	0		0
CRÉDITS	-23 037	-23 537	-23 794	-23 794	-23 794	-23 794	0,00	0
DÉRIVÉS FINANCIERS	0	0	0	0	0	0		0
RÉSERVES TECHNIQUES D'ASSURANCE	0	0	0	0	0	0		0
ACTIONS ET AUTRES TITRES DE PARTICIPATION	-7 187 921	-7 366 545	-7 672 907	-7 745 666	-7 672 907	-7 745 666	0,95	-72 759
								0
								0
								0
<b>PASSIFS MONÉTAIRES AU SENS LARGE</b>	<b>36 230 424</b>	<b>36 673 011</b>	<b>37 376 832</b>	<b>37 425 289</b>	<b>37 412 698</b>	<b>37 436 575</b>	<b>0,06</b>	<b>23 876</b>
NUMÉRAIRE HORS INSTITUTIONS DE DÉPÔTS	4 527 576	4 218 618	4 162 647	4 150 474	4 198 515	4 161 761	-0,88	-36 753
DÉPÔTS TRANSFÉRABLES	20 690 490	21 393 884	21 623 917	21 684 566	21 623 915	21 684 565	0,28	60 650
AUTRES DÉPÔTS	11 012 357	11 060 509	11 590 268	11 590 248	11 590 268	11 590 248	0,00	-20
TITRES AUTRES QU' ACTIONS	0	0	0	0	0	0		0

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau 10. Autres institutions de dépôts

En Millions d'unités de monnaie nationale (MN)	Var.hebdo en milliards de						Var.hebdo en % CDF
	Dec-23	Jan-24	Feb-24	Mar-24	Apr-24		
	au 29 Accélérée	au 31 Accélérée	au 29 Accélérée	au 29 Accélérée	au 12 Accélérée	au 19 Accélérée	
<b>SITUATION DES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS_SAID_2SG</b>							0
<b>ACTIFS EXTÉRIEURS NEIS</b>	<b>14 228 320</b>	<b>14 361 843</b>	<b>14 723 374</b>	<b>14 723 374</b>	<b>14 723 374</b>	<b>14 723 374</b>	<b>0,00</b>
CRÉANCES SUR LES NON-RÉSIDENTS	17 593 011	18 029 196	18 134 085	18 134 085	18 134 085	18 134 085	0,00
ENGAGEMENTS ENVERS LES NON-RÉSIDENTS	-3 364 691	-3 667 353	-3 410 712	-3 410 712	-3 410 712	-3 410 712	0,00
<b>ACTIFS INTÉRIEURS NEIS</b>	<b>17 632 561</b>	<b>18 269 864</b>	<b>18 662 476</b>	<b>18 662 476</b>	<b>18 662 476</b>	<b>18 662 476</b>	<b>0,00</b>
CRÉANCES INTÉRIEURES	24 122 853	25 138 897	25 991 349	25 991 349	25 991 349	25 991 349	0,00
CRÉANCES SUR LA BANQUE CENTRALE	4 951 595	5 331 221	5 056 367	5 056 367	5 056 367	5 056 367	0,00
NUMÉRAIRE	304 415	458 234	471 881	471 881	471 881	471 881	0,00
DÉPÔTS ET TITRES AUTRES QU' ACTIONS DE RÉSERVES	4 046 929	4 039 707	3 818 002	3 818 002	3 818 002	3 818 002	0,00
AUTRES CRÉANCES SUR LA BANQUE CENTRALE	600 251	833 280	766 484	766 484	766 484	766 484	0,00
CRÉANCES NETTES SUR L' ADMINISTRATION CENTRALE	-1 011 750	-1 147 531	-701 681	-701 681	-701 681	-701 681	0,00
CRÉANCES SUR L' ADMINISTRATION CENTRALE	500 578	458 982	763 155	763 155	763 155	763 155	0,00
ENGAGEMENTS ENVERS L' ADMINISTRATION CENTRALE	-1 512 327	-1 606 514	-1 464 836	-1 464 836	-1 464 836	-1 464 836	0,00
CRÉANCES SUR LES AUTRES SECTEURS	20 183 007	20 955 208	21 636 663	21 636 663	21 636 663	21 636 663	0,00
CRÉANCES SUR LES AUTRES SOCIÉTÉS FINANCIÈRES	0	0	0	0	0	0	0,00
CRÉANCES SUR LES ADMINISTRATIONS D'ÉTATS FÉDÉRÉS ET LOCALES	254 174	298 299	306 267	306 267	306 267	306 267	0,00
CRÉANCES SUR LES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES PUBLIQUES	1 621 172	1 695 017	1 766 258	1 766 258	1 766 258	1 766 258	0,00
CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ	18 307 661	18 961 892	19 564 138	19 564 138	19 564 138	19 564 138	0,00
AUTRES POSTES (NET)	-6 490 292	-6 869 033	-7 328 874	-7 328 874	-7 328 874	-7 328 874	0,00
ACTIFS ET ENGAGEMENTS NON CLASSIFIÉS	-1 651 107	-1 876 936	-2 048 531	-2 048 531	-2 048 531	-2 048 531	0,00
ACTIONS ET AUTRES TITRES DE PARTICIPATION	-4 816 148	-4 968 561	-5 256 549	-5 256 549	-5 256 549	-5 256 549	0,00
RÉSERVES TECHNIQUES D' ASSURANCE	0	0	0	0	0	0	0,00
DÉRIVÉS FINANCIERS	0	0	0	0	0	0	0,00
CRÉDITS	-23 037	-23 537	-23 794	-23 794	-23 794	-23 794	0,00
ENGAGEMENTS ENVERS LA BANQUE CENTRALE	131 458	305 060	295 625	295 625	295 625	295 625	0,00
DÉPÔTS TRANSFÉRABLES INCLUS DANS LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	20 668 486	21 236 396	21 486 848	21 486 848	21 486 848	21 486 848	0,00
AUTRES DÉPÔTS INCLUS DANS LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	11 004 823	11 052 975	11 582 734	11 582 734	11 582 734	11 582 734	0,00
TITRES AUTRES QU' ACTIONS INCLUS DANS LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	0	0	0	0	0	0	0,00
DÉPÔTS EXCLUS DE LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	56 113	37 275	20 643	20 643	20 643	20 643	0,00
TITRES AUTRES QU' ACTIONS EXCLUS DE LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	0	0	0	0	0	0	0,00
Vérification SID	0	0	0	0	0	0	0,00
Vérification BCC	0	0	0	0	0	0	0,00
Vérification AID	0	0	0	0	0	0	0,00
<i>Pour mémoire :</i>							
Dépôts de la clientèle des banques commerciales en monnaie nationale	3 283 527	3 264 112	3 174 592	3 174 592	3 174 592	3 174 592	0,00
Dépôts de la clientèle des banques commerciales en monnaies étrangères	28 963 768	29 534 439	30 219 475	30 219 475	30 219 475	30 219 475	0,00
Total dépôts de la clientèle des banques commerciales	32 247 295	32 798 552	33 394 066	33 394 066	33 394 066	33 394 066	0,00
Check	0	0	0	0	0	0	0,00
Dépôts A VUE de la clientèle des banques commerciales	25 056 047	25 595 340	26 008 662	26 008 662	26 008 662	26 008 662	0,00
Dépôts A TERME de la clientèle des banques commerciales	7 191 249	7 203 212	7 385 405	7 385 405	7 385 405	7 385 405	0,00
Vérification SID							
<b>1. Crédits nets bancaires à la clientèle par terme (En mios de CDF)</b>	<b>18 634 472</b>	<b>18 874 797</b>	<b>19 673 970</b>	<b>19 673 970</b>	<b>19 673 970</b>	<b>19 673 970</b>	<b>0,00</b>
dont							
Crédits à long terme	675 578	691 747	694 847	694 847	694 847	694 847	0,00
Crédits à moyen terme	5 732 281	5 750 072	6 727 784	6 727 784	6 727 784	6 727 784	0,00
Crédits à court terme	10 064 360	9 965 831	9 644 254	9 644 254	9 644 254	9 644 254	0,00
Crédits nets en souffrance	2 162 253	2 467 148	2 607 084	2 607 084	2 607 084	2 607 084	0,00
Ventilation des crédits par monnaies							
MN (en mios de CDF)	684 298	653 582	669 225	669 225	669 225	669 225	0,00
ME (en mios de USD)	6 699	6 656	6 867	6 820	6 832	6 821	0,00

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau 11. Émission monétaire

Rubrique	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Cumul/An
Emissions autorisées	254 974,95	87 500,00	183 000,00	57 500,00			582 974,9476
Emissions réalisées=	119 459,93	111 498,85	122 780,39	81 955,63			435 694,79650
<b>Destructions = (B)</b>	<b>73 677,61</b>	<b>45 656,09</b>	<b>41 247,15</b>	<b>26 416,00</b>	<b>-00</b>	<b>-00</b>	<b>186 996,85</b>
<b>Emissions nettes (C) = (A) - (B)</b>	<b>45 782,32</b>	<b>65 842,76</b>	<b>81 533,24</b>	<b>55 539,63</b>	<b>-00</b>	<b>-00</b>	<b>248 697,95</b>
<b>Recyclage</b>	<b>500 925,08</b>	<b>450 947,37</b>	<b>438 800,59</b>	<b>255 727,19</b>	<b>-00</b>	<b>-00</b>	<b>1 646 400,23</b>
dont au Siège	144 945,72	119 111,53	139 742,74	80 601,73	-00	-00	484 401,72
dont en provinces (*)	355 979,36	331 835,84	299 057,85	175 125,46	-00	-00	1 161 998,51

Source : Banque Centrale du Congo.